

moins stricte au point de vue formel et institutionnel. Son aspect important réside peut-être plus dans sa nature consultative que dans le cas de l'O.E.C.E. Je crois que le fait précis que l'O.E.C.E. ait été créée dans des buts précis et concrets de partager l'aide, lui a donné plus de précision et d'homogénéité, si vous voulez, plus que dans le cas d'une organisation créée dans des circonstances différentes.

En résumé, je ne voudrais pas tenter de vous décrire laquelle des deux organisations est la plus homogène. Quelques pays européens prétendront que l'O.E.C.E. constituait une organisation beaucoup plus serrée et d'autres pays pourront prétendre que l'inclusion des États-Unis et du Canada, alors que les obligations n'étaient peut-être pas aussi spécifiques ni formelles ni aussi graves, cette organisation, à cause de la région plus considérable envisagée, n'en a pas moins apporté une collaboration plus étroite et des accords plus serrés parmi tous ces pays, que ne l'a fait l'O.E.C.E.

Peut-être n'ai-je pas exprimé clairement cette différence? Ce que je veux dire, c'est que parmi les premiers membres de l'O.E.C.E., les arrangements étaient tout à fait serrés, avec une entente un peu plus large avec les États-Unis et le Canada.

Le sénateur CROLL: Pour quelle raison le Canada ne participait-il pas au début à l'O.E.C.E.?

M. RITCHIE: Cela dépend de l'origine même de l'O.E.C.E. qui, je le disais, se rapportait à l'aide. Nous n'étions pas parmi ceux qui recevaient de l'aide.

Le sénateur CROLL: Les autres membres en recevaient?

M. RITCHIE: C'est bien ça.

Le sénateur CROLL: Y compris le Royaume-Uni?

M. RITCHIE: Oui, beaucoup, en vertu du plan Marshall.

Le sénateur CROLL: N'avons-nous pas reçu une aide indirecte, comme on l'appelle?

M. RITCHIE: Pas de l'aide indirecte, mais des achats se sont produits au Canada. Il ne s'agissait pas d'aide. Nous fournissions de l'aide nous-mêmes par l'entremise de prêts à la Grande-Bretagne et d'autres façons, sur une échelle assez considérable.

Le sénateur CROLL: Est-ce là la raison pour laquelle nous n'en faisons pas partie que nous ne recevions pas d'aide, mais nous en donnions?

M. RITCHIE: C'est bien ça. La seconde raison est qu'il était considéré politiquement plutôt souhaitable que les Européens soient encouragés à s'aider eux-mêmes autant que possible et qu'ils soient poussés à trouver leur propre solution.

Le sénateur LAMBERT: C'était une des conditions de l'extension du plan Marshall à l'Europe, que les pays européens l'administrent eux-mêmes.

M. RITCHIE: Oui, on trouvait que c'était souhaitable et le fait a été très important. Ces pays ont collaboré entre eux en adoptant une attitude amicale à l'endroit du Canada et des États-Unis et ils ont réussi à améliorer leurs propres conditions. C'était le but de ce projet et ce but aurait été quelque peu faussé si le Canada et les États-Unis avaient participé à l'Organisation dès le début, à côté des pays européens.

Le sénateur CROLL: Il y a une chose qui m'embête en ce moment. Comment pouvons-nous justifier l'aide à la Suisse. Ces gens n'ont pas dû souffrir de la guerre. Ils ont profité de la guerre. Comment la Suisse peut-elle participer à ce plan?

M. RITCHIE: Il fallait inclure tous les pays d'Europe qui appartenaient à la même région et au même régime de paiement. La Suisse, qui était un pays commercial très important dans cette région ne pouvait pas être mise de côté,